

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE DIANT**

**SEANCE du 10 décembre 2013
Délibération N° 5**

L'an deux mil treize, le dix décembre, le conseil municipal de cette commune légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur BILLARD Freddy, Maire.

Date de convocation et d'affichage : 3 décembre 2013

Membres présents : Mme CLERAY Odile, Mme PORTIE Liliane, Mme PLAUT Christine, Mme de LESELEUC Maryvonne, et M. BILLARD Freddy, M. DEPOND Jean-Bernard, M. PIERRE Jacques, M. MAGNETTI Célestin. M. LACHAUSSEE Jean-Pierre.

Membres absents excusés : Mme GIBOUTET Emilie pouvoir à Mme PORTIE Liliane
Mme TERRIER Martine pouvoir à Mme CLERAY Odile

Secrétaire de séance : Mme CLERAY Odile

5 - Dépôt de déclaration préalable aux divisions de propriétés foncières dans le cadre de l'article L. 111-5-2 du code de l'urbanisme

M. le Maire propose au conseil municipal de renforcer son Plan Local d'Urbanisme de la réglementation prévue par l'Article L111-5-2 de l'urbanisme.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son nouvel article L.111-5-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005, relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance susvisée,

Considérant que le conseil municipal peut décider, par délibération motivée, de soumettre, à l'intérieur de zones qu'il délimite, à la déclaration préalable prévue par l'article L. 421-4, les divisions volontaires, en propriété ou en jouissance, d'une propriété foncière, par ventes ou locations simultanées ou successives qui ne sont pas soumises à un permis d'aménager.

L'autorité compétente peut s'opposer à la division si celle-ci, par son importance, le nombre de lots ou les travaux qu'elle implique est de nature à compromettre gravement le caractère naturel des espaces, la qualité des paysages ou le maintien des équilibres biologiques.

Lorsqu'une vente ou une location a été effectuée en violation des dispositions du présent article, l'autorité compétente peut demander à l'autorité judiciaire de constater la nullité de l'acte. L'action en nullité se prescrit par cinq ans à compter de la publication de l'acte ayant effectué la division.

Considérant les deux zones définies comme suit :

- Zone UA : Habitat traditionnel de la partie ancienne du village
- Zone UB : extensions récentes situées aux limites de l'enveloppe bâtie.



dans lesquelles il est souhaitable ;

- pour la première zone : - de préserver le caractère architectural ancien en harmonie avec l'existant (anciens corps de ferme et maisons de bourg en alignement sur rue avec à l'arrière des jardins-vergers) ainsi que le caractère naturel des fonds de jardin qui participent à l'identité paysagère du bourg et au maintien des équilibres biologiques, favorisant la biodiversité au cœur de l'ilot,

- pour la seconde zone : - de veiller à ce qu'un trop grand nombre de divisions (lots) à terme de constructions, n'ait pas un impact négatif sur la qualité des paysages (zones partiellement boisées ou représentant les franges du village et donc sa silhouette).

Au regard de ces considérants,

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 7 voix Pour – 3 voix Contre : M. Lachaussée Jean-Pierre, Mme Plaut Christine.
M. Pierre Jacques - 1 abstention : Mme de Lesleuc Maryvonne.

CONFIRME la volonté municipale de préserver la typologie locale du bâti existant sur la Commune.

DÉCIDE de soumettre les divisions volontaires, en propriété ou en jouissance, d'une propriété foncière, par ventes ou locations simultanées ou successives qui ne sont pas soumises à permis d'aménager, à une procédure de déclaration préalable à compter du 1er janvier 2013 sur les zones UA et UB définies ci-dessus de son territoire communal, en application de l'article L 111-5-2 du Code de l'Urbanisme, dont ci-joint plan annexé.

PRÉCISE qu'une ampliation de la délibération sera transmise à :

- Conseil Supérieur du Notariat,
- Chambre Départementale des Notaires,
- Barreaux constitués près les Tribunaux de Grande Instance dans le ressort desquels sont situés la ou les zones concernées,
- Greffe des mêmes Tribunaux.

DONNE au Maire pouvoir afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Le Maire,
BILLARD Freddy.

Acte rendu exécutoire après le en Sous- préfecture
de Fontainebleau le 12 décembre 2013.
Et publication et notification du



876701
131013

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE DIANT

SEANCE du 2 Août 2011 Délibération N° 11

L'an deux mil onze, le deux Août, le conseil municipal de cette commune légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur BILLARD Freddy, Maire.

Date de convocation et d'affichage : 26 juillet 2011

Membres présents : Mme CLERAY Odile, Mme PLAUT Christine, Mme PORTIE Liliane, Mme de LESELEUC Maryvonne, et M. BILLARD Freddy, M. DEPOND Jean-Bernard, M. LACHAUSSEE Jean-Pierre, M. MAGNETTI Célestin, M. PIERRE Jacques.

Membres absents excusés : Mme TERRIER Martine pouvoir à Mme de LESELEUC Maryvonne, Mme GIBOUTET Emilie pouvoir à Mme PORTIE Liliane.

Secrétaire de séance : Mme PLAUT Christine

11 -Taxes et participations d'urbanisme :

Monsieur le maire informe le Conseil Municipal que la Loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 réforme en profondeur les contributions d'urbanisme, outils de financement des équipements publics à disposition des collectivités locales.

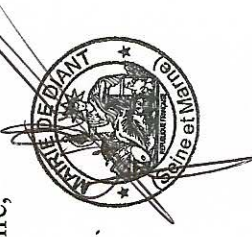
L'article 28 de la dite loi crée la taxe l'aménagement qui remplacera la taxe locale d'équipement

Ce dispositif entrant en vigueur le 1er mars 2012, les collectivités territoriales doivent prendre les délibérations nécessaires à sa mise en œuvre avant le 30 novembre 2011 pour une première mise en œuvre en 2012.

Les enjeux de cette réforme sont les suivants : améliorer la compréhension et la lisibilité du régime, simplifier en réduisant le nombre d'outils de financement, promouvoir un usage économe des sols et contribuer à la lutte contre l'étalement urbain, inciter à la création de logements.

Après concertation, le conseil municipal décide à l'unanimité de porter à 3 % le taux de la taxe d'aménagement. (ancien taux de la TLE)

Diant, le 5 Août 2011
Le Maire,



2011-08-05

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE DIANT

SEANCE du 14 DECEMBRE 2010

L'an deux mil dix, le quatorze décembre, le conseil municipal de cette commune légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur BILLARD Freddy, Maire.

Date de convocation et d'affichage : 30 novembre 2010

Membres présents : Mme PLAUT Christine, Mme CLERAY Odile, Mme TERRIER Martine, Mme PORTIE Liliane, Mme de LESELEUC Maryvonne et M. BILLARD Freddy, M. DEPOND Jean-Bernard, M. PIERRE Jacques, M. MAGNETTI Célestin, M. LACHAUSSEE Jean-Pierre.

Membre absent excusé : Mme GIBOUTET Emilie pouvoir à Mme PORTIE Liliane.

Secrétaire de séance : M. PIERRE Jacques.

PVR Participation pour Voirie et Réseaux :

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 332-6-1, L. 332-11-1 et L332-11-2

Considérant que les articles susvisés autorisent de mettre à la charge des propriétaires fonciers le coût de la réalisation des voies publiques ainsi que l'établissement des réseaux qui leur sont associés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions.

Considérant que les articles susmentionnés autorisent de mettre à la charge des propriétaires fonciers les coûts de l'aménagements des voies publiques existantes ainsi que l'établissement ou l'adaptation des réseaux qui leur sont associés.

Considérant que les articles susmentionnés autorisent de mettre à la charge des propriétaires fonciers le financement des réseaux publics pour permettre l'implantation de nouvelles constructions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité.

D'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la participation pour le financement des voiries et réseaux publics définie aux articles L. 332-11-1 et L.332-11-2 du code de l'urbanisme.

Diant, le 17 décembre 2010
Le Maire.



30.12.10
30.12.10